

CHRISTOPHE DUMAS

COMMISSAIRE AUX COMPTES - Membre de la Compagnie Régionale de Lyon

**UNION REGIONALE CFTC
AUVERGNE RHONE-ALPES**

71 cours Albert Thomas
69003 LYON

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024

UNION REGIONALE CFTC AUVERGNE RHONE-ALPES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Comptes annuels - exercice clos le 31 décembre 2024

Au conseil de l'Union régionale CFTC Auvergne Rhône Alpes

Nous rappelons que l'article 10 des statuts prévoit que : le trésorier est chargé d'établir et de présenter les comptes annuels au Bureau pour l'arrêté des comptes et de les présenter au Conseil pour l'approbation des comptes.

I - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisation syndicale relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'organisation syndicale à la fin de cet exercice.

II – Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2024 jusqu'à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III – Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les « Autres informations » présentées en annexe.

L'Union régionale CFTC Auvergne Rhône Alpes a présenté dans la note de l'annexe « **engagements financiers et autres informations** », les informations complémentaires spécifiquement prévues en matière d'organisations syndicales.

Dans le cadre de nos travaux sur la présentation d'ensemble des comptes, nous avons revu le caractère pertinent des informations spécifiquement prévues en matière d'organisations syndicales fournies dans l'annexe.

Par ailleurs, dans le cadre de nos diligences, nous avons procédé à une demande de confirmation directe :

- Des disponibilités auprès des organismes financiers concernés
- Des emprunts bancaires auprès des organismes financiers concernés
- Des subventions reçues auprès des divers organismes financeurs et notamment des fonds AGFPN versés par votre CONFEDERATION en application de l'article 8 du règlement de gestion et d'attribution des fonds de l'AGFPN et prévus à l'article L. 2135-16 du code du travail.

Nos travaux ont consisté à apprécier la corrélation des informations reçues avec les comptes présentés à la certification. Nous avons, sur ces bases, procédé au rapprochement des confirmations directes réceptionnées avec les sommes inscrites en comptabilité.

- L'analyse du contrôle interne et les procédures de confirmations directes des principaux postes de subventions et de banques, que nous avons mises en œuvre, nous permettent d'accepter les méthodes et les estimations sous-tendant la comptabilisation des opérations significatives de l'exercice.
- Au vu de nos contrôles, nous considérons que les méthodes et les estimations retenues par l'entité sont satisfaisantes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV – Vérification des documents adressés au conseil de l'Union régionale CFTC Auvergne Rhône Alpes

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés au conseil de l'Union régionale CFTC Auvergne Rhône Alpes sur la situation financière et les comptes annuels.

V – Responsabilités du bureau de l'Union régionale CFTC Auvergne Rhône Alpes et plus largement des personnes constituant le gouvernement de l'organisation syndicale relatives aux comptes annuels

Il appartient au bureau de l'Union régionale CFTC Auvergne Rhône Alpes d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au bureau de l'Union régionale CFTC Auvergne Rhône Alpes d'évaluer la capacité de l'organisation syndicale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'organisation syndicale ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau de l'Union régionale CFTC Auvergne Rhône-Alpes.

VI – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Champagne au mont d'or, le 22 mai 2025

Signé par Christophe Dumas
Le 22/05/2025

ID : x_DYGLK7022654

**commissaire
aux comptes**

Le Commissaire aux Comptes

Christophe DUMAS



**UNION REGIONALE CFTC
AVERGNE RHONE-ALPES**

71 cours Albert Thomas
69003 LYON

**COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

Société UNION REGIONALE CFTC AUVERGNE-RHONE-ALPES

71 COURS ALBERT THOMAS

69003 LYON

COMPTES ANNUELS

EXPEO

86 RUE DE SAINT CYR

69009 LYON

0676707624

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	341	341				
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions	671 141	121 999	549 142	565 586	16 444	2.91
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	36 176	28 840	7 336	6 925	411	5.93
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres						
	Total I	707 658	151 180	556 478	572 511	16 033	2.80
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	46 420		46 420	19 501	26 919	138.04
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	60 513		60 513	128 837	68 325	53.03
	Valeurs mobilières de placement	420 069		420 069	318 734	101 335	31.79
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	87 688		87 688	175 426	87 738	50.01
	Charges constatées d'avance (2)	1 195		1 195	449	746	165.97
	Total II	615 884		615 884	642 947	27 063	4.21
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		1 323 542	151 180	1 172 362	1 215 458	43 096	3.55

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires	507 306	507 306		
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	482 144	457 103	25 041	5.48
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	2 298	25 041	22 743	90.82
	Situation nette (sous total)	991 748	989 450	2 298	0.23
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	991 748	989 450	2 298	0.23
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
PROVISIONS	Fonds dédiés				
	Total II				
	Provisions pour risques				
DETTES (1)	Provisions pour charges				
	Total III				
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	107 923	121 084	13 161	10.87
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	30 116	27 751	2 366	8.52
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	2 108	1 205	903	74.94
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	40 468	75 969	35 501	46.73
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance				
	Total IV	180 615	226 009	45 394	20.09
	Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		1 172 362	1 215 458	43 096	3.55

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

180 615 226 009

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue de Biens et Services	233 181	286 117	52 936	18.50
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation	163 697	204 636	40 940	20.01
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges		200	200	100.00
Collectes				
Cotisations				
Autres produits	898	247	651	263.91
Total I	397 776	491 200	93 424	19.02
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)				
Autres achats et charges externes	374 810	440 670	65 860	14.95
Impôts, taxes et versements assimilés	5 933	5 913	20	0.34
Salaires et traitements				
Charges sociales				
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	19 297	19 980	683	3.42
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions				
Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Subventions accordées par l'association				
Autres charges (2)	51	916	865	94.43
Total II	400 091	467 479	67 388	14.42
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	2 315	23 721	26 036	109.76
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
Produits financiers				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilier				
Autres intérêts et produits assimilés	8 784	4 820	3 964	82.24
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total V	8 784	4 820	3 964	82.24
Charges financières				
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	2 063	2 295	232	10.11
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total VI	2 063	2 295	232	10.11
2. Résultat financier (V-VI)	6 721	2 525	4 196	166.18
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	4 406	26 246	21 840	83.21
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total VII				
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions				
Total VIII				
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)				
Impôts sur les bénéfices (IX)	2 108	1 205	903	74.94
Total des produits (I+III+V+VII)	406 560	496 020	89 460	18.04
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX)	404 262	470 979	66 717	14.17
Solde intermédiaire	2 298	25 041	22 743	90.82
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs				
- Engagements à réaliser sur ressources affectées				
5. EXCEDENTS OU DEFICITS	2 298	25 041	22 743	90.82

Société UNION REGIONALE CFTC AUVERGNE-RHONE-ALPES

71 COURS ALBERT THOMAS

69003 LYON

ANNEXE DU 01/01/2024 AU 31/12/2024

EXPEO

86 RUE DE SAINT CYR

69009 LYON

0676707624

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 1 172 362.26 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le chiffre d'affaires est de 233 180.93 Euros et dégageant un bénéfice de 2 298.01 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

INFORMATIONS SYNDICALES

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Ressources à retenir pour la détermination des seuils

Le décret relatif aux seuils de certification des comptes des organisations syndicales prévoit que les organisations syndicales dont le montant de ressources annuelles est supérieur à 230 000 euros sont tenues de nommer un commissaire aux comptes.

« Sont pris en compte pour le calcul des ressources (...) le montant des subventions, des produits de toute nature liés à l'activité courante, des produits financiers ainsi que des cotisations. Sont toutefois déduites de ce dernier montant les cotisations éventuellement reversées, en vertu de conventions ou des statuts, à des syndicats professionnels de salariés ou d'employeurs, à leurs unions ou à des associations de salariés ou d'employeurs mentionnés à l'article L. 2135-1 du code du travail ».

Le présent tableau permet une lecture directe sur la situation de l'Union Régionale en regard des obligations découlant des seuils prévus.

Ressources de l'année 2024

Cotisations reçues : 22 114 €

- reversement de cotisations : 0 €

Subventions reçues : 163 697 €

Autres produits d'exploitation perçus : 211 067 €

Produits financiers perçus : 8 784 €

Produits divers de gestion : 398€

Dons divers courants : 500€

Total des ressources : 406 560 €

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Fait générateur des ressources

Les ressources sont prises en compte à partir des encaissements au 31 décembre 2024 pour les cotisations, et selon l'engagement des actions menées au 31/12/2024 pour les autres produits et subventions d'exploitation.

Contributions publiques de financement

- sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés aux contributions publiques de financement » : NEANT
- fonds inscrits au bilan à la clôture de l'exercice précédent, provenant de contributions de financement, et utilisés au cours de l'exercice : NEANT
- dépenses restant à engager, financées par des contributions et inscrites au cours de l'exercice en « engagements à réaliser sur contributions de financement » : NEANT
- fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été enregistrée au cours des deux derniers exercices : NEANT
- existence de conditions résolutives liées aux contributions publiques de financement : NEANT.

Actions de solidarité de l' Union Régionale

Constitution des provisions dotées en cours de l'exercice, en précisant la qualité des bénéficiaires prévus par les statuts : NEANT

Reprise sur l'exercice en distinguant les montants utilisés et non utilisés : NEANT

Variation de ces provisions en distinguant les montants à l'ouverture et à la clôture ainsi que les variations de l'exercice : NEANT

Contributions en nature :

- nombre de personnes mises à disposition, fonction et durée : Non chiffrable à ce jour
- nature et identification des biens : NEANT

Comptes annuels des personnes morales appartenant au périmètre d'ensemble

Les organisations syndicales qui appliquent la méthode B de l'article L. 2135-2 du code du travail doivent intégrer dans l'annexe de leurs comptes, les éléments relatifs aux personnes morales appartenant au périmètre d'ensemble défini par ledit article, conformément aux dispositions du règlement de l'ANC relatif aux modalités d'applications de l'article L. 2135-2 : NEANT

Liste des organismes paritaires auxquels participe l'Union Régionale

- PARITARISME : FONGECIF, AGEFOS, OPCALIA, CESER, AGEFIPH

Dettes garanties par des suretés réelles : NEANT

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-1/1)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2018-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	341		
Constructions sur sol propre	671 141		
Installations générales agencements aménagements divers	7 247		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	25 665		3 264
TOTAL	704 053		3 264
TOTAL GENERAL	704 394		3 264

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			341	341
Constructions sur sol propre			671 141	671 141
Installations générales agencements aménagements divers			7 247	7 247
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			28 929	28 929
TOTAL			707 317	707 317
TOTAL GENERAL			707 658	707 658

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	341			341
Constructions sur sol propre		105 555	16 444		121 999
Installations générales agencements aménagements divers		3 518	1 188		4 706
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		22 469	1 665		24 134
TOTAL		131 542	19 297		150 839
TOTAL GENERAL		131 883	19 297		151 180
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Constructions sur sol propre	16 444				
Instal.générales agenc.aménag.divers	1 188				
Matériel de bureau informatique mobilier	1 665				
TOTAL	19 297				
TOTAL GENERAL	19 297				

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des provisions

Néant

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres créances clients	46 420	46 420	
Débiteurs divers	55 954	55 954	
Charges constatées d'avance	1 195	1 195	
TOTAL	103 569	103 569	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	81	81		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	107 842	13 396	70 699	23 747
Fournisseurs et comptes rattachés	30 116	30 116		
Impôts sur les bénéfices	2 108	2 108		
Autres dettes	40 468	40 468		
TOTAL	180 615	86 169	70 699	23 747
Emprunts souscrits en cours d'exercice	2 070			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	15 224			

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	14 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 ans
Mobilier	Linéaire	1 à 5 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

(PCG Art.83 I-2/3)

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	54 568
Disponibilités	3 056
Total	57 624

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	81
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 093
Autres dettes	40 468
Total	42 641

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	1 195
Total	1 195

CHRISTOPHE DUMAS

COMMISSAIRE AUX COMPTES - Membre de la Compagnie Régionale de Lyon

**UNION REGIONALE CFTC
AUVERGNE RHONE-ALPES**

71 cours Albert Thomas
69003 LYON

**RAPPORT SPECIAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024

Siège social : 11A rue des Aulnes - Le carré d'argent - 69410 CHAMPAGNE AU MONT D'OR

Tél 1 : 04 37 64 07 22 - Tél 2 : 04 37 64 07 28 - Port. 06 82 18 52 94

N° Siren : 508.849.189 RCS LYON - TVA FR 88 508 849 189

UNION REGIONALE CFTC AUVERGNE RHONE-ALPES

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Comptes annuels - exercice clos le 31 décembre 2024

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre organisation syndicale, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires, au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes et relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui sont intervenues au cours de l'exercice écoulé.

Rien n'étant prévu en la matière par vos statuts, ces conventions n'ont pas fait l'objet d'une autorisation préalable, mais ont fait l'objet d'une tacite reconduction de leur approbation des années précédentes par le Conseil.

Personne concernée : **M. François GRANDJEAN**, membre du conseil

Nature et objet : reversement de 30% des indemnités de conseiller CESER

Montant : le montant total reversé à l'intéressé au cours de l'exercice 2024 et comptabilisé en charges de l'exercice, se monte à 3.692 euros.

Personne concernée : **M. Bernard LAURENT**, membre du conseil

Nature et objet : reversement de 30% des indemnités de conseiller CESER

Montant : le montant total reversé à l'intéressé au cours de l'exercice 2024 et comptabilisé en charges de l'exercice, se monte à 1.723 euros.

Personne concernée : **Mme Sandrine VERNET**, membre du conseil

Nature et objet : reversement de 30% des indemnités de conseiller CESER

Montant : le montant total reversé à l'intéressée au cours de l'exercice 2024 et comptabilisé en charges de l'exercice, se monte à 3.096 euros.

Personne concernée : **Mme Sylvie DEUDE**, Secrétaire Générale du bureau de l'UR

Nature et objet : reversement de 30% des indemnités de conseiller CESER

Montant : le montant total reversé à l'intéressée au cours de l'exercice 2024 et comptabilisé en charges de l'exercice, se monte à 321 euros.

Fait à Champagne au mont d'or, le 22 mai 2025,

Signé par Christophe Dumas
Le 22/05/2025

ID: 111_DYGLK030334

**commissaire
aux comptes**

Le Commissaire aux Comptes

Christophe DUMAS

